

L'École et l'économie

Lire et décrypter le fonctionnement du monde : La stratégie d'entreprise, la veille économique ou technologique concernent aussi bien les multinationales que l'individu. On bascule donc dans une économie du savoir et de la formation de l'individu, avec ses chemins, ses impasses et ses ruses.

Il faut pouvoir connaître, être initié aux subtilités des outils et techniques, des codes socio-culturels, des passe droits ou des réseaux. Si cette dénonciation façon Bourdieu n'est pas nouvelle, elle est renforcée par cette coloration "économique" du *capital social*. L'élève est *héritier* bien sûr culturellement, favorisé par son milieu dont il reproduit les codes pour garantir sa réussite au sein de l'institution scolaire. Mais les objectifs sont ceux d'une entreprise : La croissance dans un environnement concurrentiel (concurrence libre et non faussée !) implique un travail sur les stratégies.

L'élève doit élaborer une stratégie d'orientation qui pilotera sa formation et son insertion dans un champ des possibles *libéralisé* : Suppression de la carte scolaire, définition de minima "culturels en terme de compétences, disparition des formations "non rentables" (langues anciennes, options artistiques..).

Il faudra trouver la bonne filière, porteuse de débouchés, correspondant aux capacités de l'élève, pour permettre son épanouissement et la fluidité de son parcours. Les connaissances doivent être *utiles*, rangées à partir d'un *socle fondamental* elles se conjuguent en *compétences transversales* aux disciplines. Ces *compétences* auxquelles le savoir se voit réduit veulent rendre l'individu mobile, adaptable au marché de l'emploi, capable d'apprendre *tout au long de la vie* à partir d'éventuelles *validations des acquis de l'expérience* faites à partir de *bilans de compétences*. Se développe donc à côté des contenus, un ensemble de techniques d'appropriation et de validation, de contrôle qui les structurent et leur donnent une nouvelle forme. C'est un dédoublement qui fait glisser des contenus aux modalités d'évaluation, de l'intelligence des choses à la capacité d'en reproduire certains aspects jugés utiles à un moment donné, dans un contexte précis.

C'est l'adaptation à la situation qui va compter plus que la compréhension profonde, rigoureuse donc nécessairement longue, parfois aride, souvent complexe et jamais terminée d'un phénomène. Là même où la réflexion doit être guidée au départ et toujours renouvelée ensuite vers une autonomie construite dans le temps, la grille de compétences divise en une trop grande multitude de petites unités validables immédiatement, sans se soucier de la perception d'ensemble puisque la compétence est primordiale. Il s'agit d'être opérationnel au plus vite selon des indicateurs précis dont on ne discute pas ici la nécessité toute pratique mais dont il est permis d'interroger la légitimité notamment quand elle ne se discute plus. L'objectif est d'être disponible sur le marché, concurrentiel, soi-même comme une entreprise.

En France, dans le prolongement de la LOLF¹ la politique d'éducation se munit d'indicateurs dont la logique pénètre au cœur de l'établissement scolaire à travers l'élaboration locale (!) mais assez encadrée de *contrats d'objectifs* qui serviront à la tutelle pour distribuer les moyens en fonction des projets et surtout de la réalisation de leurs objectifs. L'exigence de "niveau" - semble-t-il - que conduit cette logique d'entreprise en terme de "résultats" tangibles est présente depuis une vingtaine d'années : C'est le fameux taux à atteindre de 80% d'une classe d'âge au baccalauréat et de 100% d'insertion. S'il reste 15% d'élèves sortant du *système* sans formation, c'est un échec qui servira de motif à restructurer les formations au moment opportun où la génération du baby-boom partant à la retraite, de substantielles économies sont envisageables pour l'Etat qui cherche à se défaire de ses fonctionnaires au statut désuet et (parfois un peu) encombrant : Ces petites entreprises sur-protégées, donc privilégiées, que sont les fonctionnaires font obstacle à une libre concurrence *non faussée* sur le marché du travail. Inutile d'imaginer que la stabilité de leur emploi pourrait être le gage d'une sérénité utile à un travail efficace et réfléchi, il s'agit d'une rente anti-concurrentielle à détricoter d'urgence.

Concernant l'efficacité exigée du système éducatif, sans même se soucier des facteurs sociaux susceptibles d'intervenir dans la scolarité des élèves, les taux sont invoqués sans nuance et poursuivis sans retenue. Ces objectifs cachent de plus en plus mal des artifices croissants pour les atteindre : harmonisation systématique des notes à la hausse, sujets d'examen de plus en plus indigestes, toutes choses qui permettent de coller aux statistiques exigées par la machine Education Nationale en concurrence avec les systèmes éducatifs étrangers à travers des indices (là aussi) internationaux.

Ne nous méprenons pas : Si l'on peut très légitimement souhaiter que les deniers publics soient utilisés de façon raisonnée et économe, que les actions soient évaluées pour pouvoir progresser dans leur effica-

1. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) s'applique à toute l'administration depuis 2006 et impose aux gestionnaires de rendre des comptes sur l'efficacité de l'utilisation des crédits. Elle organise les actions en "missions" dont les budgets sont transversaux aux différents ministères concernés et font l'objet d'objectifs et d'évaluations.

cité ; il apparaît dommageable que les modalités de cette gestion s'inscrivent uniquement dans cette *ratio* économique qui traite l'individu comme une entreprise sommée de rapporter. Il est regrettable qu'elles en prennent et miment les techniques, les discours et parfois seulement les masques sans toujours en critiquer la pertinence dans le cas de l'école, par rapport au savoir et à la culture, par rapport à la construction de l'individu comme autre chose qu'un *homo œconomicus* servile dans un univers ou l'échelle de mesure qui s'impose est celle de la consommation et de l'argent.

Au-delà, c'est l'omniprésence de cette *gouvernementalité* économique qui s'imprime dans le tissu social, par l'entremise de son école et par la voie de ses gouvernants qui n'en font plus la critique parce qu'elle n'est plus interrogée, parce que le savoir lui-même n'éveille plus à l'interrogation des discours en tant que pouvoirs.

L'éducation devient ainsi d'une certaine façon le lieu de transmission d'une compilation de compétences vaguement couverte d'un vernis culturel qui doit rendre vendable chacun sur le marché de l'emploi : Un acteur dont il est inutile, voire pas franchement souhaitable, qu'il ait appris à se poser des questions en s'instruisant de l'histoire des représentations, de la généalogie des discours, de la diversité des cultures, du souci de son environnement et de celui des autres, de la pérennité des ressources disponibles.

Cette lecture n'est pas nostalgique d'un "passé glorieux de l'école" qui n'a de fait jamais existé ni de l'élitisme snob porté par une idolâtrie de la "grande culture". Elle regrette que la richesse de la pensée humaine ne puisse pas être mieux transmise, entretenue et suscitée du fait de ce cadre extrêmement réducteur qu'est celui du "tout économique".

S'il y a de l'angélisme à rêver d'autre chose pour notre école dans le cadre d'une guerre économique qui sert d'exutoire à la violence mimétique et qui encadre toute pensée politique, la réflexion sur les démarches éducatives admises sans interrogation des discours sous-jacents n'est, elle, sans doute pas totalement inutile.

L'interrogation renouvelée des outils didactiques mis en œuvre dans les différentes disciplines se doit, au même titre que l'épistémologie de ces disciplines, d'imprégner le territoire des savoirs et des pratiques d'enseignement d'un souci permanent quant aux pouvoirs qu'ils suscitent, aux erreurs qu'ils entretiendraient, aux féodalités qu'ils installent et aux écrasements qu'ils occasionnent.

L'histoire et l'épistémologie des disciplines, leur interconnexion, leur dialogue sans cesse renouvelé dans un espace de liberté entretenu permettraient sans doute d'éclairer les pratiques d'enseignement autant que les savoirs universitaires qu'ils distillent d'une humilité renouvelée et féconde en multiplicité des angles de travail ainsi rendus possibles.

L'épanouissement des élèves pourrait être renouvelé, enfin détaché des impératifs économiques qui - encore une fois - gardent évidemment droit de cité mais autrement que comme horizon unique et indépassable.